

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

Périgny, le 17 mars 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VILLE de LA ROCHELLE**

1 rue de l'Hôtel de Ville  
17086 La Rochelle

Références : 0007210047/2025-124  
Code AIOT : 0007210047

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2025 dans l'établissement VILLE de LA ROCHELLE implanté Rue Léonce Mailho 17000 La Rochelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VILLE de LA ROCHELLE
- Rue Léonce Mailho 17000 La Rochelle
- Code AIOT : 0007210047
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement visité est la piscine municipale de La Rochelle située rue Léonce Mailho à La

Rochelle. Cet établissement est pourvu d'un système de chloration au dichlore (chlore gaz) classant l'installation sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 4710 de la nomenclature des ICPE.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque toxique

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Récépissé de déclaration du 17/05/2013	Demande d'action corrective	1 mois
2	Accessibilité du local chlore	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.5	Demande d'action corrective	15 jours
3	Quantité de produits stockés	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4 de l'annexe 1	Demande d'action corrective	15 jours
4	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2 de l'annexe I	Demande d'action corrective	15 jours
5	Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.1.2 de l'annexe I	Demande d'action corrective	15 jours
6	Connaissance des produits - étiquetage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3 de l'annexe I	Demande d'action corrective	15 jours
7	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	Systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1 de l'annexe I	Demande d'action corrective	15 jours
9	Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.2 de l'annexe I	Demande d'action corrective	15 jours
10	Stockage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.9 de l'annexe I	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspecteur n'a pas été en mesure d'accéder à l'installation puisque l'exploitant n'avait pas la clé de son stockage de chlore.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Récépissé de déclaration du 17/05/2013
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques toxiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est déclarée conformément au récépissé de déclaration daté du 23 mai 2013 pour son stockage de chlore gaz.
<b>Constats :</b>  L'acte n°2013/0495 du 17/05/2013 donne récépissé à la Ville de La Rochelle de sa déclaration concernant un stockage de chlore gaz de 250 kg et indique que l'activité relève de la rubrique 1138-4.b de la nomenclature des ICPE.  L'inspecteur a constaté le jour de la visite du 28 février 2025 que la piscine municipale était exploitée par la communauté d'Agglomération de la Rochelle. L'exploitant n'est donc plus la Ville de La Rochelle tel qu'indiqué dans le récépissé du 17/05/2013. L'inspecteur indique à cette occasion que la rubrique 1138 pour laquelle les installations sont déclarées a été supprimée et remplacée par la rubrique 4710 de la nomenclature des installations classées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant réalise d'une déclaration de changement d'exploitant au profit de la communauté d'agglomération (CDA) de La Rochelle ainsi que sa demande de droits acquis pour la rubrique 4710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous 1 mois à réception du présent rapport.  La déclaration de changement d'exploitant s'effectue sur le site internet du service public : <a href="https://psl.service-public.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1">https://psl.service-public.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1</a> .  La déclaration de bénéfice des droits acquis s'effectue sur le site internet du service public : <a href="https://psl.service-public.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1">https://psl.service-public.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1</a> .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Accessibilité du local chlore**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. On entend par accès à l'installation de chlore une ouverture reliant la voie publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'intervention des engins de secours.
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite du 28 février 2025, l'inspecteur n'a pu accéder au local chlore puisque l'exploitant n'en avait pas la clé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Conformément à l'article 2.5 de l'arrêté ministériel du 17/12/2008, l'exploitant conserve une clé à disposition du personnel technique de la CDA pour garantir l'accès permanent au local chlore aux services d'incendie et de secours. Le personnel technique de la CDA doit être averti du risque lié au dichlore et doit connaître l'emplacement du local chlore au sein de la piscine Lucien Maylin de façon à pouvoir guider les services de secours en cas d'incident.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 3 : Quantité de produits stockés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 1 : Les installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4710 sont soumises aux dispositions des annexes I, II, et III. Les présentes dispositions s'appliquent sans préjudice des autres législations. Annexe I §1.4 [...] vérification que la quantité totale présente dans l'installation le jour du contrôle est inférieure au palier supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection du 28 février 2025, l'exploitant n'a pas pu présenter la quantité de chlore stockée aux services de l'inspection des installations classées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant rend le local chlore accessible aux services de l'inspection des installations classées sous 15 jours à réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 4 : Contrôle périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas fourni le rapport de contrôle périodique pour la rubrique 4710. Toutefois, l'inspecteur a trouvé la trace d'un échange y faisant référence par courriel daté du 15 septembre 2021-17h53 dans le classeur présenté par le chef de bassin.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant fournit le rapport de contrôle périodique de l'installation aux services de l'inspection sous 15 jours à réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 5 : Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.1.2 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les stockages et les locaux d'emploi sont aménagés et organisés en fonction des risques présentés par les substances ou préparations stockées, tels qu'identifiés au point 4.1. Des emplacements prédéterminés sont aménagés pour le positionnement au sol et le maintien des récipients de chlore en position verticale, robinet vers le haut. Toutes dispositions sont prises pour éviter leur chute et les chocs. Les conditions de stockage permettent de maintenir les récipients à l'abri des intempéries et de toute source d'inflammation. La température de l'installation est en permanence inférieure à 50 °C.

<b>Constats :</b>
Le jour de l'inspection du 28 février 2025, l'exploitant n'a pas pu présenter l'aménagement et le stockage de chlore aux services de l'inspection des installations classées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant rend le local chlore accessible aux services de l'inspection des installations classées sous 15 jours à réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 6 : Connaissance des produits - étiquetage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Connaissance des produits - étiquetage
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<b>Constats :</b>
Le jour de l'inspection du 28 février 2025, l'exploitant n'a pas pu présenter le stockage de chlore aux services de l'inspection des installations classées, l'étiquetage des contenants n'a donc pu être vérifié, par ailleurs, l'exploitant ne connaissait pas l'emplacement du stockage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<p>L'exploitant rend le local chlore accessible aux services de l'inspection des installations classées sous 15 jours à réception du présent rapport.</p> <p>L'exploitant transmet la fiche de donnée de sécurité du produit aux services de l'inspection, forme son personnel technique de façon à ce qu'il connaisse le produit, ses risques et son emplacement sous 15 jours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 7 : État des stocks de produits dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks de produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.  La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection du 28 février 2025, l'exploitant n'a pas pu présenter l'état des stocks des produits dangereux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet l'état des stocks des produits dangereux aux services de l'inspection des installations classées sous 15 jours à réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 8 : Systèmes de détection**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque local technique ou armoire technique dispose d'un détecteur de chlore. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.  Au-delà du seuil de 5 ppm, les détecteurs déclenchent une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle ou dispositif équivalent.  Ces détecteurs sont maintenus en bon état et font l'objet de vérifications tous les trois mois. Le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique. Une consigne décrit les actions correctives à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la détection. Ces détecteurs peuvent ne pas être mis en place lorsque l'installation se situe à plus de 50 mètres de tout local d'habitation ou de tout lieu de travail permanent à l'extérieur du site ou de tout établissement recevant du public. Ils sont néanmoins mis en place sous six mois lorsqu'un tel local d'habitation ou un tel lieu de travail permanent ou un tel établissement recevant du public est



implanté à moins de 50 mètres de l'installation.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection du 28 février 2025, l'exploitant n'a pas pu présenter le stockage de chlore aux services de l'inspection des installations classées. L'inspecteur n'a pu vérifier la présence du système de détection dans le local chlore.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant rend le local chlore accessible aux services de l'inspection des installations classées sous 15 jours à réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 9 : Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.2 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le chloromètre est fixé directement sur le robinet du récipient de chlore. Toute autre configuration de montage du chloromètre, notamment le raccordement d'un chloromètre à plusieurs récipients, est interdite en l'absence de système de neutralisation correctement dimensionné.  L'étanchéité de la liaison robinet-chloromètre est assurée par un joint approprié, remplacé lors de chaque démontage du chloromètre.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection du 28 février 2025, l'exploitant n'a pas pu présenter le stockage de chlore aux services de l'inspection des installations classées. L'inspecteur n'a pu vérifier les dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression dans le local chlore.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant rend le local chlore accessible aux services de l'inspection des installations classées sous 15 jours à réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 10 : Stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.9 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le local est uniquement destiné au stockage du chlore.  La capacité unitaire de chlore des récipients est inférieure à 60 kg.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection du 28 février 2025, l'exploitant n'a pas pu présenter le stockage de chlore aux services de l'inspection des installations classées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant rend le local chlore accessible aux services de l'inspection des installations classées sous 15 jours à réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours